

APPEL ADOPTE PAR LE CONGRES DU SNESUP-FSU LE 3 AVRIL 2009

Notre congrès s'est réuni au cœur d'un mouvement fédérateur de luttes, inédit tant dans sa nature, sa durée, sa détermination que dans sa force. Depuis des mois, la communauté universitaire et les acteurs du monde de l'éducation sont mobilisés contre l'offensive gouvernementale qui menace l'ensemble du service public de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Comme les grandes actions interprofessionnelles du 19 janvier et du 19 mars, notre mouvement rencontre la compréhension de l'opinion publique. Le congrès du SNESUP réaffirme les revendications solidaires de la communauté :

- La restitution de tous les emplois supprimés en 2009, la création d'emplois statutaires dès cette année et la programmation d'un plan pluriannuel pour tous les métiers du supérieur et de la recherche.
- Le retrait des projets de décrets « statut des enseignants-chercheurs », « CNU » et « doctorants » et l'abrogation du décret « comités de sélection ».
- La revitalisation des organismes de recherche, le refus du démantèlement du CNRS et des autres organismes de recherche, le maintien des UMR (unités mixtes de recherche) associant les organismes et les universités, et l'exigence de financements stables récurrents nettement augmentés.
- Le retrait du projet de réforme actuel de formation des enseignants et des concours de recrutement, et des logiques comptables et régressives qui sous-tendent ce dispositif et une augmentation conséquente du nombre de postes mis aux différents concours de recrutement des enseignants et conseillers d'éducation pédagogiques d'éducation.
- Un financement à la hauteur des besoins du service public d'enseignement supérieur et de recherche et la révision complète du mode d'allocation des moyens (modèle dit SYMPA) pour un tout autre modèle régulé collégalement.

La mise en œuvre de la loi LRU et du Pacte Recherche dans les établissements, et plus particulièrement ceux dotés des compétences élargies, révèle chaque jour aux collègues leurs dangers. Les atteintes aux libertés scientifiques, à la collégialité, la détérioration des conditions de travail et l'aggravation de la précarité des personnels sont maintenant largement perçues et dénoncées par la communauté universitaire.

Plus que jamais, l'abrogation de la loi LRU et du Pacte Recherche et l'impulsion d'un nouveau cadre législatif doivent être mises à l'ordre du jour.

La puissante lame de fond portée par l'ensemble de la communauté universitaire et scientifique, et en particulier par le SNESUP, met en difficulté le gouvernement. Le mur qu'il nous opposait jusque là se fissure. Le gouvernement est contraint à manœuvrer en recul. Ces inflexions sont à mettre au crédit de la détermination des collègues et des initiatives de l'ensemble de la communauté universitaire. Mais le compte n'y est pas. La journée de manifestations du 2 avril montre la poursuite de la dynamique du mouvement. La colère des enseignants-chercheurs, des enseignants, des chercheurs, des BIATOSS, des ITA et des étudiants, qui s'exprime dans les actions dont la grève, doit aboutir à faire céder le gouvernement, à lui faire retirer ses projets et à lui faire ouvrir de véritables négociations sur l'ensemble de nos revendications solidaires. Dans son refus d'entendre, le gouvernement porte la responsabilité de la poursuite du conflit. Les enseignants ne souhaitent pas pénaliser les étudiants. Une fois nos revendications entendues, nous appellerons la communauté universitaire dans son ensemble à tout mettre en œuvre pour permettre la validation des diplômes.

Dans l'immédiat, le congrès du SNESUP appelle à participer massivement à une journée nationale de manifestations le 8 avril en convergence avec l'ensemble des personnels du système éducatif et de la recherche.

Il appelle à organiser, à partir du 13 avril, tout au long du mois d'avril et jusqu'au 6 mai, un tour de France des « obstinés » passant par les villes universitaires.

Il appelle d'ores et déjà à participer massivement au 1^{er} mai 2009, exceptionnellement unitaire.

Le congrès du SNESUP appelle l'ensemble de la communauté universitaire et, au-delà, l'ensemble des acteurs du monde de l'éducation et de la recherche, à amplifier le mouvement, à l'ancrer dans la durée, dans sa diversité tant dans sa nature que dans ses actions (grèves, grèves administratives, rétentions de notes, démissions des responsabilités administratives, manifestations, AG, actions spectaculaires...). Il appelle l'ensemble de ses syndiqués à être partie prenante et élément moteur, dans l'unité, de ce mouvement pour gagner.

Cet appel du congrès, en cette période de mobilisation inédite, a été présenté par Stéphane TASSEL, secrétaire général, et Michelle LAUTON, secrétaire générale adjointe.

Ceux-ci ont été élus hier en soirée en remplacement de Jean FABBRI qui avait annoncé, dès avant le congrès, son intention de ne pas demander le renouvellement de son mandat. Le congrès a rendu hommage à son action et au rôle essentiel qu'il a tenu dans le mouvement.

Stéphane Tassel et Michelle Lauton ont été élus par la nouvelle commission administrative nationale, à une très large majorité, rassemblant au-delà du courant majoritaire.